

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Massacre du 17 octobre 1961

50 ans après, le mur de l'oubli se fissure (1ère partie)

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : jeudi 8 décembre 2011

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons cette semaine la première partie d'un article paru dans Démocratie & Socialisme n°188/189

Le 17 octobre dernier, nous avons fêté un drôle d'anniversaire : celui d'un évènement qui n'a jamais eu lieu ! Il vaut mieux parler en réalité d'un évènement plongé brutalement dans le non-être par la volonté systématique d'un appareil d'État arque-bouté sur ses prérogatives de détenteur de la violence « légitime » et rétif à toute expression, même tardive et équivoque, d'une forme quelconque de remords... Malgré le mensonge d'État, entretenu savamment depuis plusieurs décennies, nous savons aujourd'hui qu'il y a 50 ans, le 17 octobre 1961, plusieurs dizaines de militants algériens luttant pour l'indépendance de leur pays et pour le respect de leur liberté, ont été assassinés en plein Paris par la police française aux ordres d'un certain Maurice Papon... Et pourtant, encore aujourd'hui, quel fossé entre la certitude scientifique et la mémoire officielle !

Un secret bien gardé

L'oubli collectif dans lequel le massacre du 17 octobre 1961 a été plongé sciemment des deux côtés de la Méditerranée a retardé la rédaction des premiers travaux historiques traitant de cette si épineuse question. En France, le pouvoir gaulliste, puis ses successeurs, n'avait aucunement l'intention d'évoquer cet événement traumatique et encore moins d'établir les responsabilités pénales et morales des différents acteurs de la tuerie. Ainsi, un rapport sur la conservation des archives traitant du drame, publié en janvier 1998 par une mission indépendante, note en passant qu' « *aucun exemplaire du rapport du préfet de police au ministre de l'intérieur, relatif à la manifestation du 17 octobre 1961, ne semble avoir été conservé dans les archives de la préfecture de police* ».

Il faut bien parler d'entreprise d'oubli organisée, puisque ce n'est pas moins de six fonds d'archives différents qui ont été « recherchés en vain par la mission ». En outre, la droite gaulliste qui avait si rapidement trahi les partisans de « l'Algérie française » n'en sentait pas moins la pression qu'ils exerçaient sur elle et ne tenait pas à prêter le flanc une seule seconde à la critique de ces nostalgiques de l'OAS prompts à dénoncer l'angélisme, voire la contrition de l'État à l'égard des « évènements » français de la Guerre d'Algérie. D'ailleurs, la droite, extrême ou non, n'accepte toujours pas que la République ait reconnue sous la gauche plurielle sa responsabilité dans le massacre, puisque la plaque posée par Bertrand Delanoë en 2001 au pont Saint-Michel, « *cassée, décrochée, attaquée à la scie [...] a été remplacée quatre fois* » aux dires du délégué aux anciens combattants de la mairie de Paris. Selon le Canard Enchaîné du 19 octobre 2011, « *le marbrier [qui a posé la plaque] n'avait jamais vu ça* »... Rien de surprenant, ici, pour celui qui, contrairement à cet honnête artisan, connaît intimement nos ennemis. En revanche, si le secret d'État de la droite semble pour ainsi dire aller de soi, il n'en va pas de même de l'autre côté de la Méditerranée.

On pourrait s'attendre à ce que le 17 octobre 1961 soit érigé en Algérie en jour de deuil national commémorant le martyr des Algériens de France et l'associant au souvenir des années de lutte pour l'indépendance. Rien de cela. La mémoire intime du FLN est farouchement gardée depuis des décennies dans le saint des saints du pouvoir issu de la lutte anti-coloniale et peu d'informations filtrent à l'extérieur, encore moins depuis la montée de l'islamisme qui prévient Alger contre toute dissipation hasardeuse du halo mythique qui entoure encore la période héroïque. Comme le signalent Neil MacMaster et Jim House dans un article paru en 2004 dans la revue de référence Vingtième Siècle, « *nombre des archives du FLN ont été détruites ou dispersées, tandis que dans le même temps l'État algérien et des acteurs importants du conflit ont eu tendance à imposer une lecture officielle ou partielle de l'histoire du mouvement nationaliste* ».

Sous les cendres froides de l'oubli

Face à ce déni de mémoire, face à cette double entreprise d'oubli officiel, le souvenir de cette tuerie survit, vaille que vaille, dans les têtes et dans les coeurs de nombreuses familles franco-algériennes. Cette nécessité du souvenir, pour pallier l'absence, est bien rendue par les propos d'une vieille femme assise dans une voiture, au bord de la Seine, qui se souvient. « *Il en a mangé ce fleuve. Il en a pris des hommes...* ». Elle évoque ses enfants. « *Mohamed, Kamel sont restés orphelins. Aïsha et Malika pleurent toujours... Quand on frappait à la porte, ils accouraient : "Voilà Papa !"* ». Chaque fois qu'elle passe par là, elle implore le Seigneur : « *Fais de moi une plongeuse que je retrouve ses os. Que je puisse l'enterrer dignement* ». Cet extrait du film de Yasmina Adi Ici, on noie les Algériens suffit pour prouver la persistance d'une mémoire familiale et communautaire extrêmement intense qui, plus de 50 ans après les faits, aspire toujours, silencieusement, mais obstinément, à la reconnaissance par l'opinion publique nationale du martyr infligés à ces Algériens qui refusaient de courber l'échine. Et -qui sait ?- l'explosion de la mémoire collective est peut-être pour bientôt.

Deux faits extrêmement récents, qui s'inscrivent dans commémoration du cinquantenaire de l'évènement, sont susceptibles de jouer dans les mois qui viennent le rôle de détonateur. Il y a quelques jours, le 19 octobre plus exactement, est sorti dans les salles de cinéma le film déjà cité Ici, on noie les Algériens. La réalisatrice, Yasmina Hadi, a effectué deux ans d'enquête pour rassembler la matière de son film : archives, rapports officiels, articles de presse écrite, filmée et sonore, photos... Elle a retrouvé aussi des témoins de l'époque. Le but de ce film, selon les propres mots de la réalisatrice, est d'apporter des informations croisées et recoupées, « *pour respecter au mieux la vérité historique et démêler la trame des événements* ». Nul doute que ce film-reportage aura un écho retentissant dans les familles franco-algériennes et, au-delà, dans toute la jeunesse issue de l'immigration maghrébine.

L'autre évènement, s'il a moins fait parler de lui, est peut-être encore plus décisif pour la reconnaissance officielle du massacre d'octobre 1961 dans la perspective de l'année électorale à venir. En effet, à l'occasion du cinquantenaire de la tuerie, le candidat socialiste à la présidentielle fraîchement élu a fait le choix d'apparaître comme un partisan de la reconnaissance officielle par la France de sa responsabilité dans le mort des martyrs de 1961. Le Canard enchaîné du 19 octobre a raison de signaler que « *le premier geste de Hollande [après sa désignation ...] aura été d'assister lundi à la pose d'une plaque commémorant ce "trou noir" dans la mémoire nationale* ». Après 10 ans d'un pouvoir encore plus proche de l'OAS que de l'héritage gaulliste, une victoire de la gauche en 2012 serait un bol d'air, au-delà des centaines de familles en attente de reconnaissance, pour tous les travailleurs immigrés et pour tous les citoyens épris de justice et de vérité. Pour faire honneur à cette vérité, encore tâtonnante et imprécise, il convient de revenir sur ces jours sombres de l'automne 1961 qui furent le cadre de la tragédie. C'est ce que nous ferons dans le prochain numéro de la lettre de D&S.

A suivre...

Jean-François Claudon

A lire et à voir :

- ▶ ADI Yasmina, *Ici, on noie les Algériens*, film sorti en salle le 19 octobre 2011.
- ▶ BRUNET Jean-Paul, *Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961*, Flammarion, 1999.
- ▶ DAENINCKX Didier, *Meurtres pour mémoire*, Série noire, 1984.
- ▶ EINAUDI Jean-Luc, *La bataille de Paris : 17 octobre 1961*, Seuil, 1991.